

# Modèle de règlement intérieur pour le Comité Social Territorial Local

**Préambule :** Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de fonctionnement du Comité Social Territorial (CST) de ..... *(Pour la collectivité ou l'établissement public employant au moins 50 agents).*

*(Article 84 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Les conditions de fonctionnement du CST relèvent des textes suivants :

- Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L251-1 à L254-6 ;
- Décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;
- Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- Délibération n° ..... instituant le CST de .....

## I- Composition

**Article 1 :** Le Comité Social Territorial est composé de :

- Un président
- Un collège des représentants du personnel ;

Et, en cas de délibération le prévoyant :

- Des représentants de la collectivité ou de l'établissement public employant au moins 50 agents pour le CST de cette collectivité ou établissement public.

Les membres représentant la collectivité ou l'établissement public forment avec le Président du CST, le collège des représentants de la collectivité ou de l'établissement public.

Le nombre de membres de ce collège ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein du CST.

Les représentants du personnel sont élus, conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021.

**ou**

A défaut de pourvoir ce collège par le biais des élections, il est fait application de la procédure de tirage au sort prévue à l'article 50 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021. Si les agents désignés par le sort n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants des collectivités territoriales ou des établissements dont relève le personnel.

Les représentants de la collectivité ou de l'établissement public sont désignés par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Les suppléants dans chacun des deux collèges sont en nombre égal à celui des titulaires.

Le nombre des représentants du personnel du CST est fixé par délibération de l'organe délibérant après consultation des organisations syndicales et en fonction des effectifs relevant du CST.

Dans le cas où le nombre de membres du collège des représentants des collectivités et établissements publics est inférieur à celui des représentants du personnel, le président du CST peut compléter en **tant que de besoin**, par un ou plusieurs membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité ou de l'établissement.

*(Article 6 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Composition au ..... *(Date de l'installation du CST)*

Collège des représentants de la collectivité		Collège des représentants du personnel	
Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants

## II- Mandat

### **Article 2 : Durée du mandat**

La durée du mandat est de **quatre ans** pour le collège des représentants du personnel.

La durée du mandat du collège des représentants de la collectivité ou de l'établissement public est de **six ans**.

*(Article 8 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 3 : Remplacement en cours de mandat et fin du mandat**

**Pour les représentants de la collectivité ou de l'établissement public choisis parmi les membres de l'organe délibérant** : leur mandat expire en même temps que leur mandat ou fonction ou à la date du renouvellement total ou partiel de l'organe délibérant ou avant son terme pour quelque cause que ce soit. Les mandats sont renouvelables. La collectivité ou l'établissement public peut procéder à tout moment, et pour la suite du mandat à accomplir, au remplacement de ses représentants.

**Pour les représentants de la collectivité ou de l'établissement choisis parmi les agents** dans les cas suivants : démission, mise en congé de longue maladie ou de longue durée, mise en disponibilité ou toute autre cause que l'avancement ou lorsqu'ils n'exercent plus leurs fonctions dans le ressort du CST.

**Pour les représentants du personnel** : leur mandat expire au bout de 4 ans, ou avant son terme dans les cas suivants : démission, perte des conditions pour être électeur, perte des conditions pour être éligible.

*(Article 17 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021).*

En cas de remplacement en cours de mandat d'un membre titulaire ou suppléant du CST, la durée du mandat du remplaçant est limitée :

- à la durée restant à courir jusqu'au renouvellement général des CST pour les représentants du personnel ;
- jusqu'au renouvellement de l'organe délibérant pour les représentants de la collectivité ou de l'établissement public.

### **Article 4 : Vacance de sièges**

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège **d'un représentant titulaire ou suppléant de la collectivité ou de l'établissement**, l'autorité investie du pouvoir de nomination procède à la désignation d'un nouveau représentant pour la durée du mandat en cours.

En cas de vacance du siège d'un **représentant titulaire du personnel**, le siège est attribué à un représentant suppléant de la même liste ou en cas de vacance d'un siège d'un **représentant suppléant** du personnel, au 1<sup>er</sup> candidat non élu de la même liste.

Lorsque la liste des candidats ne comporte plus aucun nom, l'organisation syndicale désigne son représentant, pour la durée du mandat restant à courir, parmi les agents relevant du périmètre du comité social territorial éligibles au moment de la désignation.

**ou**

Lorsque la composition résulte d'un tirage au sort en application de l'article 50 du décret n° 2021-571, un nouveau tirage au sort doit être réalisé afin de compléter en tant que de besoin le collège des représentants du personnel.

Lorsqu'un représentant du personnel bénéficie d'un congé pour maternité ou pour adoption, il est remplacé temporairement par une personne désignée selon les modalités ci-dessus.

*(Article 18 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)  
(Article 83 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### III- Compétences

#### **Article 5 :**

Le CST est saisi obligatoirement **pour avis** préalable concernant ses domaines de compétences.

Le CST débat chaque année sur les bilans, évaluations et enjeux dans ses domaines de compétences.

*(Articles 53 et 55 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Lorsqu'aucune formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail n'a été instituée au sein du CST, le comité met en œuvre les compétences mentionnées au chapitre II du titre III du décret n° 2021-571.

*(Article 54 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### IV- Périodicité et lieu des séances

#### **Article 6 : La périodicité**

Le CST tient au moins **deux** réunions par an sur convocation de son Président :

- soit à l'initiative de ce dernier ;
- soit à la demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel. Cette dernière est adressée au Président du CST, et précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Dans ce cas, le CST se réunit dans le délai maximal de **deux mois** à compter de la demande.

Le CST tient en outre au moins une réunion portant sur les questions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

*(Article 85 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

De plus, le CST est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves.

*(Article L. 254-3 du CGFP)  
(Article 65 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Un calendrier prévisionnel des réunions pourra être établi en début d'année.

## **Article 7 : Les modalités de réunion**

Le CST se réunit **dans les locaux** de la collectivité/établissement.

En cas d'urgence ou en cas de circonstances exceptionnelles et, dans ce dernier cas, sauf opposition de la majorité des représentants du personnel, le Président peut décider qu'une réunion sera organisée par **conférence audiovisuelle**, sous réserve que le Président soit en mesure de veiller au respect des règles posées, afin que :

1° N'assistent que les personnes habilitées à l'être dans le cadre du présent décret. Le dispositif doit permettre l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers ;

2° Chaque membre siégeant avec voix délibérative ait la possibilité de participer effectivement aux débats et aux votes.

En cas d'impossibilité de tenir ces réunions selon les modalités ci-dessus, lorsque le CST doit être consulté, le Président peut décider qu'une réunion sera organisée par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique.

Les modalités de réunion, d'enregistrement et de conservation des débats ou des échanges ainsi que les modalités selon lesquelles des tiers peuvent être entendus par l'instance sont fixées par le présent règlement intérieur ou, à défaut, par l'instance, en premier point de l'ordre du jour de la réunion.

Dans ce dernier cas, un compte rendu écrit détaille les règles déterminées applicables pour la tenue de la réunion.

*(Article 82 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

## **V- Présidence**

### **Article 8 :**

Le CST est présidé par l'autorité territoriale ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.

*(Article L. 254-2 du CGFP)*

### **Article 9 :**

Le Président ouvre les séances, dirige et veille au bon déroulement des débats (organisation de la prise de parole des membres, discipline des séances) et maintient l'ordre.

Il décide de la suspension de séance.

Il soumet au vote, il clôt le débat et il lève la séance après épuisement de l'ordre du jour.

Il veille à l'application de son règlement intérieur.

## VI- Secrétariat de la séance

### **Article 10 :**

Le **secrétariat** de séance du CST est assuré par un représentant de l'autorité territoriale au sein du Comité.

Les fonctions de **secrétaire adjoint** de séance sont effectuées par un représentant du personnel désigné en son sein pour les effectuer.  
Ces fonctions peuvent être remplies par un suppléant en cas d'absence du titulaire.

Ils sont désignés au début de chaque séance et pour la seule durée de celle-ci.

*(Article 81, I du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 11 :**

Pour **l'exécution des tâches matérielles**, le secrétaire peut se faire aider par un fonctionnaire de la collectivité/établissement, non membre du CST, qui assiste aux réunions.

*(Article 81 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Les tâches d'assistance administrative (préparation des ordres du jour, convocations, procès-verbaux, ...) peuvent être effectuées par les services administratifs de la collectivité/établissement.

## VII- Convocations

### **Article 12 :**

Les **convocations** sont adressées, par tous moyens, y compris par courrier électronique aux **représentants titulaires**, au moins **15 jours** avant la date de la réunion, accompagnées de l'ordre du jour de la séance. Ce délai peut être ramené à 8 jours en cas d'urgence.

Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Les suppléants reçoivent pour information l'ordre du jour.

Communication doit leur être donnée de toutes pièces ou documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions au plus tard 8 jours avant la date de la séance.

*(Article 86 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 13 :**

Des experts ou des personnes qualifiées peuvent être convoqués par le Président du CST à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel.

Ils n'ont pas voix délibérative. Ils ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée à l'exclusion du vote.

*(Article 86 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

## VIII- Quorum

### **Article 14 :**

Lors de l'ouverture de la réunion, la moitié au moins des **représentants du personnel** doit être présente.

En outre, lorsqu'une délibération de l'organe délibérant a prévu le recueil par le CST de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement, la moitié au moins de ces représentants doivent également être présents.

Lorsque le quorum n'est pas atteint dans le ou l'un des collèges ayant voix délibérative, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de **8 jours** aux membres du comité qui siègent alors valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

*(Article 87 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

## IX- Ordre du jour

### **Article 15 :**

L'ordre du jour de chaque réunion du CST est arrêté par le Président de l'instance.

Il doit également mentionner les questions dont l'inscription a été demandée par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

Toute facilité doit être donnée aux membres du CST pour exercer leurs fonctions. En outre, communication doit leur être donnée de toutes pièces ou documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions au plus tard 8 jours avant la date de la séance.

*(Article 86 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Les membres sont tenus à l'obligation de **discretion professionnelle** à raison des pièces et documents dont ils ont eu connaissance dans le cadre des travaux de l'instance. Ils ne doivent en aucun cas communiquer à des personnes extérieures au CST des éléments relatifs au contenu des dossiers ni anticiper la notification des avis.

*(Article 92 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

## **X- Déroulement de la séance**

### **Article 16 :**

Les séances ne sont pas publiques.

*(Article 92 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 17 :**

En début de réunion, le Président constate le quorum dans le ou les collèges.

Le Président désigne le secrétaire et fait désigner le secrétaire adjoint de la séance.

Le Président soumet le procès-verbal de la séance précédente à l'approbation des membres.

### **Article 18 :**

Le Président rappelle les questions inscrites à l'ordre du jour.

Avec l'accord de tous les membres, ces questions peuvent être examinées dans un ordre différent de celui fixé par l'ordre du jour.

Des informations et documents complémentaires peuvent le cas échéant être communiqués pendant la séance.

Les **experts et les personnes qualifiées** n'assistent, à l'exclusion du vote, qu'à la partie des débats relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

*(Article 86 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

## **XI- Avis**

### **Article 19 :**

Si l'avis du CST ne lie pas l'autorité territoriale, la saisine préalable est cependant **obligatoire**.

### **Article 20 :**

L'avis du CST est émis à la **majorité des représentants du personnel présents ayant voix délibérative**.

*(Article 90 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

**L'abstention** est ainsi admise.

En cas de **partage des voix**, l'avis du comité est réputé avoir été donné.

Lorsqu'une question à l'ordre du jour, dont la mise en œuvre nécessite une délibération, recueille un **avis défavorable unanime des représentants du personnel**, cette question fait l'objet d'un réexamen et donne lieu à une nouvelle consultation du CST dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours et excéder trente jours.

La convocation est adressée dans un délai de **huit jours** au moins aux membres du CST.

Le comité siège alors valablement sur cette question quel que soit le nombre de représentants du personnel présents.

Il ne peut être appelé à délibérer une nouvelle fois suivant cette même procédure.

*(Article 91 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Lorsqu'une délibération de la collectivité ou de l'établissement a prévu le recueil des voix du collège des collectivités, le CST procède au recueil de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement.

**Dans ce cas, les deux collèges votent séparément et le CST émet deux avis sur chaque dossier.**

Les experts, les personnalités qualifiées, le médecin du service de médecine préventive, les assistants de prévention et l'agent chargé d'une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité ne participent pas au vote.

*(Article 86 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 21 :**

Les représentants suppléants des deux collèges qui ne remplacent pas un représentant titulaire défaillant peuvent assister aux réunions du CST.

Ils ne peuvent toutefois pas prendre part aux débats et aux votes.

*(Article 86 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 22 :**

Les avis sont portés, par tout moyen, à la connaissance des agents en fonctions dans la ou les collectivités ou établissements concernés.

*(Article 93 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

## **XII- Vote et procès-verbal**

### **Article 23 :**

Il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent ayant voix délibérative ait été invité à prendre la parole.

Les modalités de vote doivent être définies (vote à main levée), et par collège si la délibération prévoit le recueil des votes des 2 collèges. Le vote à bulletins secrets est possible sur demande d'une majorité des membres présents ayant voix délibérative.

Aucun vote par procuration n'est accepté.

Le résultat et la répartition des votes concernant toute proposition doivent figurer dans le procès-verbal.

#### **Article 24 :**

Le secrétaire, assisté du secrétaire adjoint, établit le procès-verbal de la réunion. Le procès-verbal de séance est signé par le Président, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis aux membres du CST dans un délai de quinze jours à compter de la date de la séance.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

*(Article 81 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

#### **Article 25 :**

Le CST doit, dans un délai de deux mois, être informé par une communication écrite du président à chacun des membres, des suites données à ses avis.

Le Comité Social Territorial doit être informé dans un délai de deux mois lorsqu'une autorité territoriale prend une décision contraire à l'avis ou à la proposition émise par le CST. Elle l'informe des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre cet avis ou cette proposition.

*(Article 93 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **XIII- Dispositions diverses**

#### **Article 26 : Autorisation d'absence**

Les représentants du personnel, titulaires ou suppléants et les experts appelés à prendre part aux séances bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions sur simple présentation de leur convocation, tenant compte également des délais de route, de la durée de la préparation des réunions et du temps nécessaire au compte-rendu des travaux.

*(Articles L. 214-7 et L. 622-5 du Code Général de la Fonction Publique)*

*(Article 95 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

*(Article 18 du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la FPT)*

*(Circulaire du 20 janvier 2016 relative au droit syndical dans la FPT)*

*Jurisprudence : Lorsque l'agent, membre du CST se trouve en congé de maladie ordinaire à la date d'une séance, il doit être convoqué mais ne pourra y participer que s'il a été préalablement autorisé par son médecin traitant (Cass. mixte, 21 mars 2014, n° 12-20.002 et n° 12-20.003).*

Les représentants du personnel, titulaires et suppléants, en l'absence de formation spécialisée bénéficiant, pour l'exercice de leurs missions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, d'un contingent annuel d'autorisations d'absence fixé par décret, en jours, proportionnellement aux effectifs couverts par l'instance et ses compétences.

*(Article 96 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)  
(Article 1 du décret n°2019-1626 du 29 novembre 2016)*

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel faisant partie d'une délégation du CST, réalisant des enquêtes suite à des accidents ou des visites de lieux de travail organisées à l'initiative du comité.

*(Article 97 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)  
(Articles 64 et 65 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 27 : Frais de déplacement**

Les membres du CST et les experts convoqués ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette instance. Les participants siégeant avec voix délibérative sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement selon le barème réglementaire applicable aux fonctionnaires en prenant pour référence leur adresse administrative.

*(Article 99 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

*Jurisprudence : CE du 13 février 2006, req. n°265533. Seuls les représentants du personnel suppléants appelés à remplacer des titulaires défaillants peuvent bénéficier du remboursement des frais de déplacement d'autorisations d'absence. Si le suppléant ne siège pas avec voix délibérative, il n'est donc pas remboursé desdits frais.*

### **Article 28 : Formation**

Les représentants du personnel, titulaires et suppléants, bénéficient d'une formation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail d'une durée minimale de **cinq jours** au cours du premier semestre de leur mandat.

L'employeur prend en charge les frais de déplacement et de séjour des agents en formation dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux frais de déplacement des agents des collectivités territoriales.

Pour 2 des 5 jours de formation, les représentants du personnel, membres du CST, bénéficient du congé pour formation en matière d'hygiène et de sécurité au travail.

Ce congé, d'une durée maximale de deux jours ouvrables, peut être utilisé en deux fois.

La demande de congé est adressée par écrit à l'autorité territoriale au moins un mois avant le début de la formation. La demande précise la date à laquelle l'agent souhaite prendre son congé

ainsi que le descriptif et le coût de la formation, le nom et l'adresse de l'organisme de formation choisis par l'agent.

L'autorité territoriale saisie est tenue de répondre à la demande de l'agent au plus tard le quinzième jour qui précède le début de la formation.

Les dépenses afférentes à la formation suivie pendant le congé sont prises en charge par l'autorité territoriale.

À son retour de congé, l'agent remet à l'autorité territoriale dont il relève une attestation délivrée par l'organisme de formation constatant son assiduité. En cas d'absence sans motif valable, l'agent est tenu de rembourser à la collectivité territoriale les dépenses prises en charge en application de l'alinéa précédent.

*(Article 98 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)  
(Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007)  
(Articles L 214-1 et L. 214-2 du CGFP)*

### **Article 29 : Visites des lieux et postes de travail**

Les membres du CST, en délégation, procèdent à intervalles réguliers à la visite des services relevant de leurs champs de compétences.

Une délibération du CST fixe l'objet, le secteur géographique de chaque visite et la composition de la délégation chargée de chaque visite.

Chaque délégation comprend :

- le président du Comité Social Territorial ou son représentant,
- des représentants du personnel, membres du comité.

Elle peut être assistée d'un médecin du travail ou de son représentant au sein de l'équipe pluridisciplinaire, de l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité et de l'assistant ou du conseiller de prévention.

Lorsque les membres du CST procèdent à la visite des services, ils bénéficient de toutes facilités et notamment d'un **droit d'accès** aux locaux dans le cadre des missions qui leur sont confiées par le comité.

Les conditions d'exercice de ce droit d'accès peuvent faire l'objet d'adaptations s'agissant des services soumis à des procédures d'accès réservé par la réglementation.

*(Article 64 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 30 : Enquête en cas d'accident du travail**

A la suite de chaque accident du travail, accident de service ou maladie professionnelle ayant entraîné ou pu entraîner des conséquences graves (décès, incapacité permanente) ou ayant révélé l'existence d'un danger grave ou répété, une délégation du CST réalise une enquête dans les plus brefs délais.

La délégation comprend :

- le président du comité ou son représentant,
- au moins un personnel du comité.

Le médecin du travail, l'assistant ou, le cas échéant, le conseiller de prévention ainsi que l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité peuvent participer à la délégation.

Le CST est informé des conclusions de chaque enquête et des suites qui leur sont données.

*(Article 65 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

### **Article 31 : Procédure « Danger Grave et Imminent » (DGI)**

Tout représentant du personnel membre du CST qui constate l'existence d'une cause de danger grave et imminent pour la santé ou la sécurité des agents lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment par l'intermédiaire d'un agent, en alerte immédiatement l'autorité territoriale ou son représentant et consigne cet avis dans un registre spécial de Danger Grave et Imminent (DGI).

Le représentant du personnel qui a alerté l'autorité territoriale sur le danger ou un autre membre du comité désigné par les représentants du personnel est associé à l'enquête mise en œuvre immédiatement en vue de prendre les dispositions nécessaires pour remédier à la situation.

Le comité est tenu informé des décisions prises.

En cas de divergence d'appréciation sur la réalité du danger ou la façon de le faire cesser, notamment par arrêt du travail, de la machine ou de l'installation, le comité est réuni en urgence, dans un délai n'excédant pas 24 heures. L'inspecteur du travail est informé de cette réunion et peut y assister.

Après avoir pris connaissance de l'avis émis par le comité, l'autorité territoriale arrête les mesures à prendre.

A défaut d'accord entre l'autorité territoriale et le comité sur les mesures à prendre et leurs conditions d'exécution, et après intervention de l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité, l'inspecteur du travail est obligatoirement saisi (peuvent être sollicitées, dans les mêmes conditions, l'intervention dans leurs domaines d'attribution respectifs, d'un membre du corps des vétérinaires inspecteurs ou du corps des médecins inspecteurs de la santé et du corps des médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d'œuvre ainsi que l'intervention du service de la sécurité civile).

L'intervention prévue ci-dessus donne lieu à un rapport adressé conjointement à l'autorité territoriale, au comité et à l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection en santé et sécurité au travail. Ce rapport indique, s'il y a lieu, les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation.

L'autorité territoriale adresse dans les 15 jours à l'auteur du rapport une réponse motivée indiquant :

- les mesures prises immédiatement après l'enquête,
- les mesures prises à la suite de l'avis émis par le comité réuni en urgence,
- les mesures prises au vu du rapport,
- les mesures qu'elle va prendre et le calendrier de leur mise en œuvre.

L'autorité territoriale communique, dans le même délai, copie de sa réponse au comité ainsi qu'à l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection en santé et sécurité au travail.

*(Article 68 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021)*

Le registre spécial de Danger Grave et Imminent est tenu, sous la responsabilité de l'autorité territoriale, à la disposition :

- des membres du comité et de tout agent qui est intervenu dans le cadre de la procédure du droit de retrait,
- de l'inspection du travail,
- de l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité.

## **XIV- Modification du règlement intérieur**

### **Article 32 :**

La modification du présent règlement pourra être demandée et décidée à la majorité des membres du CST.

**Le/La Président(e)**

**M ou Mme .....**

Fait à ..... Le .....